



FÉDÉRATION GÉNÉRALE
DES FONCTIONNAIRES
FORCE OUVRIÈRE

46 rue des Petites Écuries - 75010 Paris

01 44 83 65 55

secretariat@fo-fonctionnaires.fr



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 24 avril 2026

Le comité d'alerte des finances publiques prépare un nouveau tour de vis budgétaire !

La crise liée à la situation internationale, notamment les guerres en cours, et son impact sur les coûts de l'énergie (gaz et carburant) servent d'alibi au Gouvernement pour accentuer son plan d'austérité.

6 milliards d'euros, sont annoncés répartis à hauteur de 4 milliards d'euros de crédits à l'État et 2 milliards d'euros pour la Sécurité sociale.

Ces éventuelles suppressions de crédit se traduiraient par des surgels qui pourraient s'appliquer par décrets et non par une Loi de finances rectificative faisant fi du débat parlementaire.

Il s'agit d'un choix politique grave, qui fragilise directement les services publics et dégrade les conditions de travail des agents.

Ce futur surgel s'inscrit dans une logique désormais structurelle. En 2024, l'État avait déjà gelé 16 milliards d'euros de crédits ministériels. En 2025, 10 milliards. Pour 2026, les ministères civils subissent déjà une baisse globale d'environ 1,5 milliard d'euros, tandis que la progression des dépenses publiques demeure inférieure à l'inflation, entraînant une baisse réelle des moyens. Mais pas un mot sur 10 milliards de recettes de la TVA disparu du budget.

Aucun ministère n'est réellement épargné. Les politiques publiques les plus exposées sont celles de la transition écologique, de l'aménagement du territoire, de l'emploi, de la santé, de l'éducation et de la recherche, dont les crédits d'intervention et d'investissement servent une fois encore de variable d'ajustement budgétaire.

Derrière ce gel comptable, se cachent des réalités bien concrètes :

- ✓ retards ou annulations de recrutements ;
- ✓ postes durablement vacants, investissements reportés ;
- ✓ surcharge de travail pour les agents, allongement des délais pour les usagers.

La FGF-FO rappelle que les agents publics ne sont pas responsables du déficit et encore moins de l'augmentation de la charge de la dette.

La FGF-FO confirme son opposition absolue aux lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2026 et s'engage à lutter contre tout nouveau gel des crédits.

La priorité, l'ouverture immédiate de négociation salariale pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires.